

Dossier du rassemblement à Genève



Vendredi 5 juin, de nombreux/euses camarades ont répondu présent à l'appel conjoint de différents syndicats d'Europe et d'un Comité d'organisation de la diaspora iranienne, en solidarité avec le mouvement des travailleur.euse.s d'Iran.

C'est devant le siège des Nations Unies à Genève (Suisse), qu'un parterre de banderoles, d'affiches et de posters est venu recouvrir le sol gris de la place des Nations. On y lisait des slogans de lutte ainsi que des demandes de libération immédiate et inconditionnelle des prisonnier.es politiques en Iran. Les visages des camarades victimes de la répression scintillaient sous le soleil alors que l'Internationale résonnait pour introduire les prises de paroles.

Ainsi s'est diffusé un message unanime, unitaire et rempli d'espoir, par :

- des syndicats français, suisses, suédois, et d'autres pays,
- des camarades iraniens vivant désormais dans différents pays européens,
- des représentant.e.s de différents pays, venu.e.s pour la conférence annuelle de l'OIT.

On a également entendu au cours de l'après-midi des messages enregistrés en Iran par des camarades syndicalistes. C'est leur voix et leur message politique qui ont été exposés ce jour-là aux oreilles de l'institution censée garantir les droits des travailleur.euse.s du monde entier.

Une nouvelle fois, l'hypocrisie et la complicité des gouvernements du monde entier a permis la présence, au sein des organismes de l'OIT, d'émissaires envoyés par le régime et présentés comme représentants des salarié.es.

Mais la supercherie ne trompe personne. Personne n'est dupe. En Iran, les véritables représentant.e.s indépendant.e.s des salarié.es en Iran subissent une répression sans précédent depuis des décennies, parfois au péril de leur vie.

La République Islamique ne respecte toujours pas les pactes internationaux qu'elle a signés en matière de droits civiques, économiques, politiques ou sociaux. Par ailleurs, elle ne remplit pas non plus ses obligations en tant qu'Etat membre de l'OIT concernant les libertés fondamentales des travailleur.euse.s. Néanmoins, le régime a toujours sa place dans ces instances, avec l'aval des grandes puissances.